

## LA PANDÉMIE DE COVID-19 ET LES FAITS NOUVEAUX LIÉS AU COMMERCE DANS LES PMA

### NOTE D'INFORMATION<sup>1</sup>

#### PRINCIPAUX POINTS:

- Parmi les lourdes conséquences de la pandémie de COVID-19 sur l'économie mondiale, les pays les moins avancés (PMA) sont confrontés à de très graves difficultés. Le manque de ressources pour soutenir la reprise économique est aggravé par la dépendance des PMA à l'égard d'une gamme limitée de produits exportés vers quelques marchés, dont certains figurent parmi les plus touchés par la flambée de COVID-19. La pandémie menace de compromettre les gains en matière de développement durement acquis dans les PMA.
- L'année 2020 a débuté sur fond de résultats commerciaux médiocres en 2019. La valeur des exportations de biens et de services des PMA a diminué de 1,6% en 2019, une baisse plus importante que celle des exportations mondiales (1,2%). En conséquence, la part des PMA dans les exportations mondiales a également enregistré une baisse marginale, tombant à 0,91 % en 2019. Le ralentissement du commerce prévu pour 2020 sera probablement encore plus prononcé pour les PMA qu'au niveau mondial.
- La pandémie a aggravé l'effondrement des prix du pétrole observé en 2019. La baisse de la demande, ainsi que les perturbations de l'offre, ont pesé lourdement sur les exportations des PMA, en particulier les exportations de textiles et de vêtements. Les PMA qui dépendent des recettes du tourisme ont vu le secteur arriver à une paralysie presque totale. Avec le départ des travailleurs migrants des PMA des pays d'accueil touchés par la pandémie, les flux de transferts de fonds – une source essentielle de devises pour de nombreux pays – se sont dramatiquement taris. Tous ces facteurs devraient encore s'aggraver dans les mois à venir.
- La pandémie actuelle pourrait affecter les perspectives à court terme qu'avaient certains pays de sortir de la catégorie des PMA. L'Angola et le Vanuatu, qui devaient bientôt changer de statut, ainsi que des PMA, comme le Bangladesh, dont le reclassement était prévu dans les prochaines années, ont connu une baisse inévitable de leur croissance économique et de leurs recettes d'exportation.
- Les PMA ont demandé aux pays de s'abstenir de prendre des mesures d'interdiction et de restriction des exportations de produits médicaux et alimentaires, dont ils sont souvent des importateurs nets. Plusieurs PMA ont abaissé les droits de douane sur les produits médicaux afin de garantir leur disponibilité à des prix plus abordables pour leurs citoyens.
- Depuis le début de la pandémie, au moins deux tiers des PMA ont mis en place diverses mesures de confinement. Certains PMA ont annoncé des plans de relance, qui couvrent les secteurs axés sur les exportations. Ils ont également renforcé les systèmes de soins de santé et ont mis en place des programmes d'aide sociale et de soutien sous forme de liquidités pour les petites et moyennes entreprises (PME).
- La communauté internationale a annoncé des mesures de soutien allant de l'allègement de la dette au renforcement des secteurs sociaux et à la mise en place de filets de sécurité sociale pour les plus vulnérables. Il est essentiel de maintenir cette dynamique, tout en intensifiant les efforts de coordination, alors que le monde s'achemine vers la reprise économique.

---

<sup>1</sup> Le présent document a été établi par le Secrétariat de l'OMC sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

## 1. INTRODUCTION

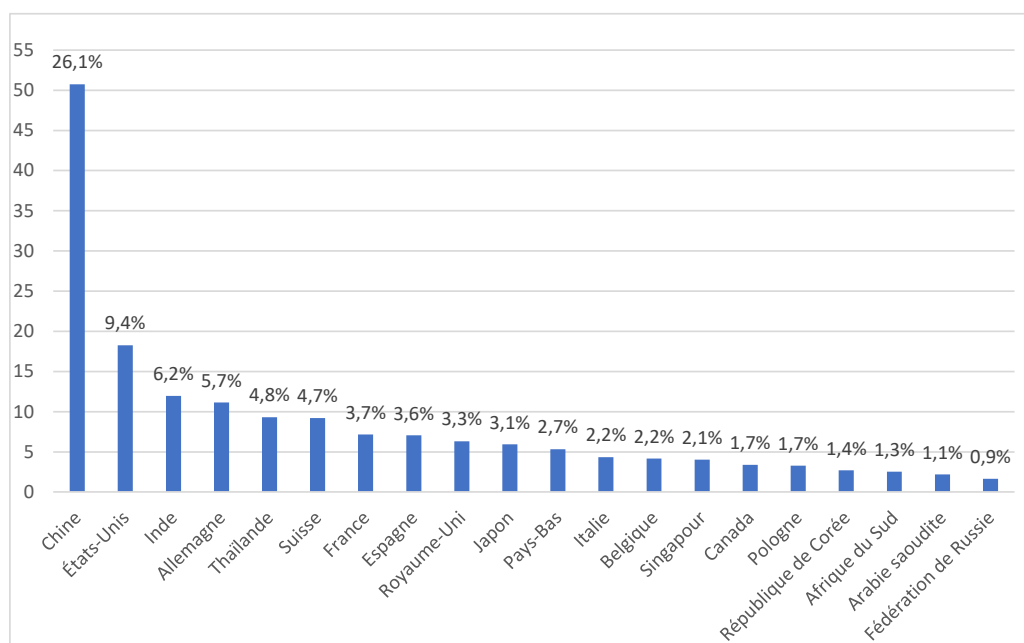
La présente note vise à examiner l'incidence probable de la pandémie de COVID-19 sur le commerce des PMA. Elle décrit d'abord brièvement l'évolution du commerce des PMA au cours des dernières années, en particulier en 2019, révélant la situation de ces pays avant la pandémie. Elle examine ensuite la situation commerciale très récente de plusieurs PMA, sur la base des renseignements accessibles au public. Elle examine également à quel point les mesures liées au commerce prises par les gouvernements en réponse à la pandémie pourraient avoir une incidence sur le commerce des PMA. Les mesures de soutien prises aux niveaux national et international pour faire face à la pandémie sont également couvertes.

## 2. LE COMMERCE DES PMA: SCÉNARIO AVANT LA PANDÉMIE DE COVID-19

Les exportations de marchandises et de services des PMA ont diminué de 1,6% en 2019 par rapport à l'année précédente, tandis que les exportations mondiales correspondantes ont diminué de 1,2%. En outre, la part des PMA dans les exportations mondiales était de 0,91% en 2019, ce qui représente une légère baisse par rapport à 2018 (0,92%). Leur balance commerciale a encore progressé pour atteindre un nouveau sommet de 113 milliards de dollars EU en 2019, contre 97 milliards de dollars EU en 2018. La part des PMA dans les exportations mondiales de marchandises était estimée à 0,99% en 2019, tandis que leur part dans les exportations mondiales de services était de 0,68% (voir l'annexe 1 pour plus de renseignements). En résumé, au début de la période de pandémie, les PMA participaient de façon marginale au commerce mondial, et la chute brutale du commerce mondial aura probablement une incidence colossale sur tous les exportateurs de ces pays.

Les exportations de marchandises des PMA sont concentrées sur quelques marchés, ce qui les rend encore plus vulnérables face à la baisse de la demande liée à la COVID-19 sur ces marchés. Les principaux marchés de destination pour les PMA (voir figure 1) sont parmi les plus touchés par l'épidémie de COVID-19 (à savoir la Chine, la France, l'Allemagne, l'Inde, l'Italie, l'Espagne, le Royaume-Uni et les États-Unis).

**Figure 1: Les 20 principaux marchés de destination des exportations de marchandises des PMA en 2019, en milliards de \$EU et en pourcentage**



Source: Trade Map du Centre du commerce international (ITC).

Note: Les chiffres sont basés sur les données miroirs et les données directes.

L'annexe 2 donne plus d'indications sur la concentration des exportations de marchandises en montrant, pour chaque PMA, les cinq principaux marchés de destination en 2018. Au niveau de différents PMA, la concentration du marché est souvent encore plus prononcée. Par exemple, les cinq principaux marchés du Bangladesh étaient des pays gravement touchés par la COVID-19

(France, Allemagne, Espagne, Royaume-Uni et États-Unis). D'autres PMA sont également exposés à cette vulnérabilité du fait de leurs destinations d'exportation limitées. Par exemple, en 2018, l'Angola a exporté environ 57% de ses marchandises vers la Chine, le Bénin environ 41% vers l'Inde, le Burkina Faso environ 54% vers la Suisse, Haïti environ 82% vers les États-Unis et le Rwanda environ 65% vers les Émirats arabes unis.

Le tableau 1 montre que les PMA ont une exposition sur les marchés différente pour les importations et pour les exportations (comme le montre la figure 1). Du côté des importations, les économies en développement et les économies d'Asie jouent un rôle plus important en tant que fournisseurs des PMA. Mais les chaînes d'approvisionnement de ces économies ont été perturbées, ce qui a eu une incidence sur les importations des PMA en provenance de ces pays. Le tableau 1 indique également les 20 principaux marchés fournisseurs de fournitures médicales pour les PMA, dont certains ont fait l'objet de mesures commerciales temporaires.

**Tableau 1: Les 20 principaux marchés fournisseurs pour les PMA en 2019, en milliards de \$EU et en pourcentage**

Total des marchandises			Fournitures médicales		
Exportateurs	Valeur	%	Exportateurs	Valeur	%
Chine	77 594,3	30,4%	Inde	1 852,0	23,9%
Inde	29 665,5	11,6%	Chine	1 473,3	19,0%
Thaïlande	18 134,7	7,1%	France	762,6	9,8%
Singapour	12 852,4	5,0%	Pays-Bas	616,8	8,0%
États-Unis	10 293,7	4,0%	Thaïlande	444,7	5,7%
Afrique du Sud	9 361,3	3,7%	Afrique du Sud	298,0	3,8%
Corée, République de	7 139,4	2,8%	Allemagne	291,7	3,8%
Japon	6 990,3	2,7%	États-Unis	204,8	2,6%
France	6 125,7	2,4%	Suisse	188,5	2,4%
Malaisie	5 560,8	2,2%	Portugal	153,5	2,0%
Belgique	4 877,6	1,9%	Belgique	144,6	1,9%
Turquie	4 869,8	1,9%	Hong Kong Chine	112,8	1,5%
Pays-Bas	4 400,1	1,7%	Japon	112,0	1,4%
Allemagne	4 194,0	1,6%	Singapour	106,7	1,4%
Hong Kong, Chine	4 050,5	1,6%	Corée République de	106,2	1,4%
Fédération de Russie	3 943,4	1,5%	Malaisie	99,3	1,3%
Brésil	3 362,8	1,3%	Turquie	95,4	1,2%
Italie	2 900,8	1,1%	Royaume-Uni	79,1	1,0%
Royaume-Uni	2 862,3	1,1%	Italie	75,4	1,0%
Arabie saoudite	2 705,0	1,1%	Espagne	44,0	0,6%
<b>Les 20 principaux</b>	<b>221 884,5</b>	<b>86,9%</b>	<b>Les 20 principaux</b>	<b>7 261,2</b>	<b>93,7%</b>

Source: Trade Map de l'ITC.

Note: Les chiffres sont basés sur les données miroirs et les données directes.

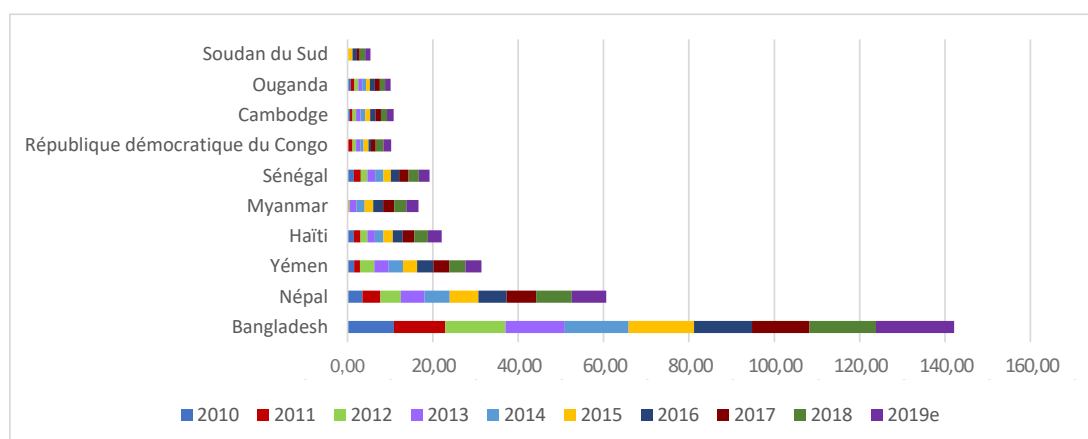
Il est également probable que la pandémie de COVID-19 touchera gravement les PMA qui dépendent des services de voyage. Le secteur des voyages représentait près de la moitié (48,3%) des exportations totales de services commerciaux des PMA en 2019, contre seulement 24% pour ce qui est des exportations mondiales de services. L'annexe 3 montre la dépendance de chaque PMA à l'égard des exportations de voyages en fournissant une ventilation des exportations de services par catégorie pour les PMA, lorsque les données sont disponibles. Par exemple, les exportations de voyages représentent une part prédominante des exportations de services de plusieurs PMA : Népal (93%), Tanzanie (93%), Haïti (91%), Angola (87%), Cambodge (82%), République démocratique populaire lao (81%), Vanuatu (81%), Zambie (81%) et Timor-Leste (80%).

### 3. LES PMA ET LES ENVOIS DE FONDS

Les envois de fonds des travailleurs vivant à l'étranger sont une source importante de recettes en devises dans les PMA et ont, par le passé, financé une part considérable de leurs importations, la plupart des PMA ayant une balance commerciale négative. Les envois de fonds représentaient en moyenne 7% du PIB, en 2019, dans les PMA.<sup>2</sup> Les flux entrant de ces envois de fonds dans les 10 PMA qui en reçoivent le plus représentaient 44,84 milliards de dollars EU en 2019 (voir la figure 2).

<sup>2</sup> Aucune donnée n'est disponible pour la République centrafricaine, le Tchad, l'Érythrée et la Somalie. Les données de l'Afghanistan et de l'Angola commencent en 2008, celles du Soudan du Sud en 2014, et celles de la Mauritanie en 2017.

**Figure 2: Les 10 PMA ayant les flux entrants d'envois de fonds cumulés les plus élevés 2010-2019 (milliards de \$EU)**



Source: The Global Knowledge Partnership on Migration and Development (KNOMAD), <https://www.knomad.org/data/remittances>, page consultée le 18 mai 2020.

En avril 2020, la Banque mondiale a estimé que les envois de fonds à l'échelle mondiale devraient diminuer d'environ 20% en 2020, la baisse la plus importante de l'histoire récente, et que les flux d'envois de fonds devraient diminuer dans toutes les régions.<sup>3</sup> Les envois de fonds représentent une source importante de recettes en devises pour les PMA d'Asie du Sud comme le Bangladesh et le Népal, vers lesquels les travailleurs migrants sont rapatriés, d'après certaines informations, en raison de la crise que traversent les pays d'accueil.<sup>4</sup> Les envois de fonds à destination du Bangladesh, qui est l'un des principaux PMA à recevoir des revenus issus des envois de fonds, devraient diminuer de 22% en 2020; de même, la contribution des envois de fonds (qui représentent un quart de son PIB) à l'économie du Népal devrait chuter de 14%.

#### 4. ÉVOLUTION DU SCÉNARIO POUR LE COMMERCE EN 2020

Afin d'évaluer l'évolution de la situation du commerce des PMA, certains renseignements disponibles dans le domaine public ont été recueillis aux fins de la présente note. Dans l'ensemble, il semble que la valeur des échanges ait chuté pour tous les groupes d'exportateurs des PMA, y compris les exportateurs de pétrole et de minéraux, d'articles manufacturés (par exemple vêtements), de produits agricoles (par exemple produits horticoles) et de services (recettes issues du tourisme).

La spirale descendante des prix des produits de base est de plus en plus ressentie par les PMA fortement tributaires des exportations de produits de base. L'Angola – premier PMA exportateur de produits de base et dont le pétrole représente plus de 90% des exportations – a vu le prix moyen de son pétrole brut tomber à 14,1 \$EU le baril en avril 2020, contre 33,1 \$EU le baril en mars et 57,3 \$EU le baril en février. Globalement, le prix moyen du pétrole brut de l'Angola a chuté de 80,5% en avril sur une base annuelle.<sup>5</sup> La Zambie, qui compte parmi les dix premiers PMA exportateurs, est fortement tributaire du secteur minier (70% de ses exportations). Depuis la pandémie, sur une période de deux mois, le prix du cuivre en Zambie a baissé de 9,6%, ce qui a contribué à une forte dépréciation de la monnaie nationale (Kwacha).<sup>6</sup>

Les exportateurs de produits manufacturés des PMA (par exemple textiles et vêtements) devraient enregistrer une baisse importante de leurs recettes d'exportation en 2020. Par exemple, selon l'organisme de promotion des exportations du gouvernement du Bangladesh, les exportations du pays ont enregistré une baisse de 83% en avril 2020 par rapport à avril 2019. Le Bangladesh et le Cambodge auraient reçu des annulations de commandes portant sur plusieurs milliards de dollars EU. En outre, certains détaillants des destinations d'exportation ont commencé à déposer

<sup>3</sup> Voir <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2020/04/22/world-bank-predicts-sharpest-decline-of-remittances-in-recent-history>, page consultée le 18 mai 2020.

<sup>4</sup> Le Qatar, le Royaume d'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis représentent plus de la moitié des perspectives d'emploi pour les travailleurs migrants népalais.

<sup>5</sup> Voir <https://www.focus-economics.com/countries/angola/news/commodities/cabinda-crude-oil-prices-fall-to-over-two-decade-low-despite-lower>, page consultée le 25 mai 2020.

<sup>6</sup> Voir <https://www.theiqc.org/blog/the-structural-constraints-limiting-zambias-economic-response-to-covid-19/>, page consultée le 20 mai 2020.

des demandes de protection contre les faillites, ce qui a causé d'importantes préoccupations pour les fournisseurs des PMA, en raison du risque d'annulation des contrats existants. Les exportations de produits agricoles et horticoles des PMA sont également fortement affectées. Par exemple, l'Éthiopie, deuxième exportateur de fleurs en Afrique, a perdu 80% de sa demande de fleurs coupées, principalement européenne.

L'Organisation mondiale du tourisme (OMT) a estimé que les arrivées de touristes internationaux pourraient diminuer de 20 à 30% en 2020, ce qui se traduirait par des pertes de 300 à 450 milliards de \$EU en termes de recettes touristiques internationales (exportations).<sup>7</sup> Les PMA dépendant du tourisme et des services connexes connaissent une baisse importante de leurs revenus, en partie en raison des restrictions relatives aux voyages. Le trafic aérien de passagers dans certains PMA (par exemple au Cambodge) a chuté de 90% en avril 2020. Certains PMA (notamment le Bhoutan) ont cessé de délivrer des visas touristiques, ce qui a eu des répercussions sur l'économie du tourisme locale.

Le nombre de visiteurs au Serengeti, en Tanzanie (l'un des cinq grands exportateurs de services des PMA), est tombé de 6 000 par jour à 24 à la suite de la COVID-19.<sup>8</sup> Selon l'Office des congrès du Rwanda, environ 20 conférences et réunions prévues en mars et en avril, devant générer quelque 8 millions de \$EU pour l'économie, ont été reportées du fait des interdictions de voyager. Selon le bureau du tourisme de Vanuatu, 70% des emplois touristiques (le secteur représente 40% du PIB de Vanuatu) ont été perdus depuis la mi-mars en raison de la pandémie, en plus du cyclone tropical Harold, qui a frappé le pays en avril.

Les PMA qui étaient en voie de sortir de cette catégorie, tels que l'Angola, le Bangladesh et le Vanuatu, ont connu une chute massive de leurs recettes d'exportation.<sup>9</sup> Compte tenu de l'affaiblissement de la croissance économique, associé aux lourdes conséquences pour les envois de fonds, le revenu national brut (RNB) par habitant de ces économies devrait diminuer. Il est également probable que ces PMA obtiendront des résultats faibles en ce qui concerne les indicateurs socioéconomiques – utilisés comme critères pour la sortie de la catégorie des PMA – à un moment où les gouvernements sont confrontés à des ressources concurrentes. La récession prolongée qui se profile peut limiter les perspectives de sortie de cette catégorie pour certains PMA à court terme.

## 5. QUESTIONS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

L'OMC a suivi les mesures liées au commerce que les gouvernements ont adoptées en réponse à la pandémie de COVID-19. Un grand nombre de ces mesures sont des restrictions à l'exportation temporaires visant les produits médicaux. Il y a eu aussi plusieurs mesures de facilitation des échanges, telles que le retrait temporaire et unilatéral des droits de douane pour faciliter les importations de ces produits. Certaines mesures non tarifaires associées au commerce de ces marchandises (par exemple l'élimination des procédures de licences non automatiques ou l'introduction de prescriptions spéciales en matière de licences d'exportation) sont également prises par les Membres pour lutter contre l'impact de la crise. Plusieurs Membres ont adopté des mesures pour interdire ou restreindre temporairement les exportations de produits alimentaires et agricoles.<sup>10</sup> Certaines des interdictions d'exporter introduites antérieurement ont maintenant été levées.<sup>11</sup>

<sup>7</sup> Voir <https://www.unwto.org/impact-assessment-of-the-covid-19-outbreak-on-international-tourism>, page consultée le 20 mai 2020.

<sup>8</sup> Voir <https://www.aa.com.tr/en/africa/east-african-business-bloc-urges-support-for-tourism/1795044#>, page consultée le 20 mai 2020.

<sup>9</sup> Actuellement, 12 PMA se trouvent à différents stades du processus de sortie de la catégorie des PMA : Angola, Bangladesh, Bhoutan, Kiribati, Myanmar, Népal, Îles Salomon, Sao Tomé-et-Principe, République démocratique populaire lao, Timor-Leste, Tuvalu et Vanuatu.

<sup>10</sup> Quatre Membres (République kirghize, Macédoine du Nord, Thaïlande et Ukraine) ont notifié, au titre de l'article 12 de l'Accord sur l'agriculture, des mesures de prohibition ou de restriction des exportations (documents officiels de l'OMC G/AG/N/THA/107, G/AG/N/KGZ/8, G/AG/N/MKD/26 et G/AG/N/UKR/37 – accessibles via <https://docs.wto.org>). À la différence des trois autres Membres notifiants, l'Ukraine n'a pas spécifiquement imputé ses mesures de limitation des exportations à la COVID-19. L'Égypte a notifié au Comité de l'accès aux marchés des prohibitions à l'exportation de divers fruits et légumes dans le document officiel de l'OMC G/MA/QR/N/EGY/1/Rev.1. La Fédération de Russie, premier exportateur mondial de blé, a pris des mesures temporaires de restriction des exportations, conformément à la Décision n°43 de la Commission économique eurasiatique et à l'Ordonnance gouvernementale n°385 du 31 mars 2020. La liste des mesures concernant les marchandises et les services adoptées par les Membres est régulièrement mise à jour et peut être consultée sur la page spécifique du site Web de l'OMC: [https://www.wto.org/french/tratop\\_f/covid19\\_f/notifications\\_f.htm](https://www.wto.org/french/tratop_f/covid19_f/notifications_f.htm).

<sup>11</sup> Par exemple, le [Cambodge](#), l'[Inde](#) et le [Viet Nam](#) (troisième exportateur de riz au niveau mondial) ont, dans un premier temps, imposé des prohibitions à l'exportation temporaires, qui ont maintenant été levées.

Un aperçu préliminaire des mesures liées au commerce adoptées par les Membres indique une incidence limitée des mesures sur les exportations des PMA. Les PMA sont plus susceptibles d'être touchés par le ralentissement économique de leurs marchés d'exportation que les mesures qui sont introduites. En outre, les mesures de libéralisation des importations, bien que de nature temporaire, sont peu susceptibles de créer des possibilités d'exportation durables pour les PMA, étant donné que la plupart d'entre eux ne sont pas de grands producteurs de produits médicaux tels que les équipements de protection individuelle, les masques chirurgicaux ou les désinfectants. Certains Membres ont fait des propositions en vue d'une libéralisation complète pour les produits alimentaires et agricoles. Cela offre des perspectives limitées pour les exportations des PMA, étant donné que ces produits sont déjà admis en franchise de droits pour eux sur certaines de leurs destinations d'exportation.

La plupart des PMA sont des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (PDINPA); par conséquent, leur sécurité alimentaire pourrait dans certains cas être menacée, en particulier lorsque des restrictions à l'exportation sont imposées par leurs principaux fournisseurs. Bien que l'ampleur de la menace dépende des situations, les forces conventionnelles du marché indiquent que, lorsque l'offre est réduite, les prix augmentent. Cela est encore plus prononcé dans le cas des produits agricoles, pour lesquels les marchés internationaux sont souvent peu profonds et concentrés et peuvent réagir plus vite aux pénuries d'approvisionnement. Les PMA sont plus vulnérables aux fortes hausses des prix des cultures de base car ils ont une capacité limitée pour produire ces cultures au niveau national.

Les PMA, en tant que groupe, ont publié une communication (document officiel de l'OMC WT/GC/211) dans laquelle ils demandaient aux Membres non-PMA de s'abstenir d'imposer des prohibitions ou des restrictions à l'exportation de produits médicaux et alimentaires et de faciliter les courants d'échanges concernant ces produits à usage domestique pour les PMA, y compris par la mise en œuvre effective des dispositions de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges relatives au transit. Quelques PMA se sont joints aux déclarations faites par d'autres groupes de Membres. L'Afghanistan, la RDP lao et le Vanuatu ont été coauteurs d'une déclaration soulignant qu'il était important de protéger les micro, petites et moyennes entreprises pendant la crise liée à la COVID-19 (document officiel de l'OMC WT/GC/215/Rev.1). Le Malawi a coparrainé une déclaration conjointe appelant à un commerce ouvert et prévisible des produits agricoles et alimentaires en réponse à la pandémie (documents officiels de l'OMC WT/GC/208/Rev.2 et G/AG/30/Rev.2). L'Afghanistan, le Bénin, le Cambodge, Madagascar, la Mauritanie et les Îles Salomon ont été coauteurs d'une Déclaration ministérielle sur l'importance du système commercial multilatéral pendant la crise liée à la COVID-19 (document officiel de l'OMC WT/GC/212/Rev.1).

## 6. PLANS DE RELANCE DANS LES PMA

L'instrument de suivi des politiques (Policy Tracker) du FMI contient les renseignements les plus récents sur les mesures de politique budgétaire annoncées par les gouvernements.<sup>12</sup> Sur la base de ces informations, un ensemble de données sur les plans de relance budgétaire est régulièrement mis à jour par Elgin *et al.* (2020).<sup>13</sup>

La plupart des mesures annoncées dans les PMA sont axées sur le soutien au secteur de la santé, y compris le renforcement des installations hospitalières et l'achat des fournitures médicales les plus essentielles. Un quart des PMA ont adopté des procédures d'importation simplifiées, et certains ont établi des exemptions pour les droits de douane visant les importations de fournitures essentielles, y compris le matériel médical, ou ont réduit ces droits. Les industries exportatrices figurent également dans les plans de relance de certains PMA, les mesures annoncées allant du paiement des salaires des travailleurs au Bangladesh à des exonérations de l'impôt anticipé sur le revenu pour les exportations au Myanmar. Une autre dimension importante des mesures adoptées à ce stade est l'aide sociale et les programmes de transfert en faveur des communautés les plus pauvres et les plus vulnérables. Ces mesures comprennent des indemnités de subsistance, la distribution de produits alimentaires et la réduction des factures d'électricité et d'eau.

---

<sup>12</sup> Le FMI estime que les gouvernements du monde entier ont jusqu'à présent pris des mesures budgétaires équivalant à 9 000 milliards de \$EU (voir <https://blogs.imf.org/2020/05/20/tracking-the-9-trillion-global-fiscal-support-to-fight-covid-19/>, page consultée le 26 mai 2020.)

<sup>13</sup> Voir <https://voxeu.org/article/economic-policy-responses-pandemic-covid-19-economic-stimulus-index>, page consultée le 14 mai 2020.



Plusieurs PMA ont commencé à fournir des mesures de soutien aux PME, notamment en réduisant les taux d'intérêt sur les prêts et en offrant des allègements fiscaux et un soutien des salaires. Le gouvernement du Bangladesh a mis en place un programme de prêts pour les fonds de roulement en faveur des PME, y compris les entreprises artisanales, en vertu duquel les banques leur prêteront à des taux d'intérêt bonifiés. Le Myanmar a créé un fonds spécifique pour la COVID-19, d'un montant de plus de 70 millions de \$EU, pour accorder des prêts à un taux d'intérêt de 1% aux PME, ainsi qu'aux entreprises opérant dans les secteurs du tourisme et de l'habillement, afin d'atténuer les conséquences économiques de la pandémie. Dans le même temps, le Rwanda accélère le remboursement de la TVA aux PME, et toutes les entreprises du Lesotho ont été exonérées de diverses taxes, y compris la TVA, selon l'autorité fiscale nationale. Plus des deux tiers des PMA ayant mis en place diverses mesures de confinement<sup>14</sup>, ce type de soutien donne à de nombreuses petites entreprises la possibilité de rouvrir leurs portes une fois supprimées les mesures de confinement.

## 7. RÉPONSES INTERNATIONALES

Le 15 avril 2020, les Ministres des finances du G-20 ont publié un communiqué qui inclut une "initiative de suspension du service de la dette pour les pays les plus pauvres" visant à aider les PMA et les autres pays admissibles au bénéfice du soutien de l'Association internationale de développement (IDA).<sup>15</sup> Avec cette initiative, les remboursements du principal et les paiements d'intérêts ont été suspendus du 1<sup>er</sup> mai 2020 à la fin de 2020, mais cela nécessite certains engagements de la part des pays bénéficiaires.

Plusieurs PMA ont déjà demandé une aide financière d'urgence au FMI. Au 14 mai 2020, 60% des PMA avaient bénéficié au moins de l'une des quatre catégories de programmes suivantes: fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (service d'allègement de la dette); accroissement de la facilité élargie de crédit (arrangements de prêt en cas de problèmes de balance des paiements); et instrument de financement rapide et facilité de crédit rapide (arrangements pour la fourniture de liquidités). Le montant total du soutien financier d'urgence accordé par le FMI aux PMA a dépassé les 5 milliards de \$EU (3,7 milliards de \$EU sous la forme de droits de tirage spéciaux).<sup>16</sup> L'instrument de financement rapide et la facilité de crédit rapide représentent plus de 90% du soutien financier d'urgence du FMI en faveur des PMA.

La Banque mondiale s'est engagée à verser 160 milliards de \$EU pour lutter contre la pandémie, près d'un tiers étant destiné à des pays admissibles au bénéfice de l'IDA. Cela concerne un nombre considérable de PMA.<sup>17</sup> À ce jour, près de 700 millions de \$EU ont été alloués aux PMA dans le cadre de projets de préparation et de réponse à la COVID-19 dans le cadre du mécanisme de financement accéléré pour lutter contre la COVID-19 (voir le tableau 2). En outre, près de 200 millions de \$EU seront fournis dans le cadre du Mécanisme d'urgence en cas de pandémie (PEF) aux pays admissibles à bénéficier de l'IDA.<sup>18</sup>

La Société financière internationale (SFI) a annoncé l'allocation de 14 milliards de \$EU pour soutenir les systèmes de santé (6 milliards de \$EU) et les entreprises et les moyens de subsistance des pays en développement (8 milliards de \$EU)<sup>19</sup>; 40% du montant de 8 milliards de \$EU sera dédié aux entreprises des PMA et d'autres pays admissibles à bénéficier de l'IDA. L'objectif central de ce soutien est de fournir un accès aux fonds de roulement et au financement du commerce.<sup>20</sup>

<sup>14</sup> IMF Policy Tracker (2020), <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19>, page consultée le 14 mai 2020

<sup>15</sup> Communiqué des Ministres des finances du G-20 [https://g20.org/en/media/Documents/G20\\_FMCBG\\_Communiq%C3%A9\\_EN%20\(2\).pdf](https://g20.org/en/media/Documents/G20_FMCBG_Communiq%C3%A9_EN%20(2).pdf), page consultée le 15 mai 2020.

<sup>16</sup> IMF COVID-19 Lending Tracker, <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/COVID-Lending-Tracker>, page consultée le 7 juin 2020. Les droits de tirage spéciaux s'entendent des avoirs de réserve internationaux mis en place par le FMI.

<sup>17</sup> Voir <https://ida.worldbank.org/about/borrowing-countries>, page consultée le 20 mai 2020.

<sup>18</sup> Voir <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2020/04/27/pef-allocates-us195-million-to-more-than-60-low-income-countries-to-fight-covid-19>, page consultée le 18 mai 2020.

<sup>19</sup> Voir <https://ifcextapps.ifc.org/ifcext/pressroom/ifcpressroom.nsf/0/CCCB1EAC6F61E32C8525852E0068124B?OpenDocument>, page consultée le 19 mai 2020.

<sup>20</sup> Il est mis en œuvre au moyen des quatre programmes suivants: programme de financement du commerce (2 milliards de \$EU); mécanisme de réponse pour le secteur réel (2 milliards de \$EU); programme de solutions de fonds de roulement (2 milliards de \$EU); liquidités du commerce mondial et programmes essentiels de financement pour les produits de base (2 milliards de \$EU) afin de soutenir les banques locales dans l'octroi de financements aux entreprises.

Les éléments axés sur les PMA font partie intégrante du soutien annoncé par les banques de développement régionales. Par exemple, sur les 10 milliards de \$EU annoncés par la Banque africaine de développement dans le cadre du mécanisme de riposte à la COVID-19, 3,1 milliards de \$EU ont été alloués à un soutien à des conditions favorables pour les bénéficiaires du Fonds africain de développement, qui comprend tous les PMA africains<sup>21</sup>. Le soutien de la Banque asiatique de développement (BASD) pour la lutte contre la pandémie de COVID-19 représente 20 milliards de \$EU, dont 2,5 milliards doivent être fournis à des conditions favorables et sous forme de dons.<sup>22</sup> S'agissant du soutien spécifique aux PMA, la BASD a déjà approuvé une subvention à l'Afghanistan (40 millions de \$EU) pour moderniser les hôpitaux et acheter des produits médicaux, et des prêts au Bangladesh (500 millions de \$EU) et au Bhoutan (20 millions de \$EU) pour fournir des programmes d'aide sociale.

**Tableau 2: PMA bénéficiaires du mécanisme de financement accéléré pour lutter contre la COVID-19 établi par la Banque mondiale**

Pays	Millions de \$EU
Afghanistan	100
Bangladesh	100
Bénin	10,4
Bhoutan	5
Burkina Faso	21,5
Burundi	5
Cambodge	20
République centrafricaine	7,5
Tchad	16,9
Djibouti*	5
République démocratique du Congo	47
Éthiopie	82,6
Haïti	20
RDP lao	18
Lesotho	7,5
Libéria	7,5
Malawi	7
Mali	25,8
Mauritanie	5,2
Myanmar	50
Népal	29
Niger	13,95
Rwanda	14,25
Sénégal	20
Sierra Leone	7,5
Sao-Tomé-et-Principe	2,5
Gambie	10
Togo	8,1
Yémen	26,9

Source: Réponse opérationnelle du Groupe de la Banque mondiale à la COVID-19, <https://www.worldbank.org/en/about/what-we-do/brief/world-bank-group-operational-response-covid-19-coronavirus-projects-list>, page consultée le 18 mai 2020.

<sup>21</sup> Voir <https://www.afdb.org/en/news-and-events/press-releases/african-development-bank-group-unveils-10-billion-response-facility-curb-covid-19-35174>, page consultée le 18 mai 2020.

<sup>22</sup> Voir <https://www.adb.org/news/features/adbs-20-billion-covid-19-pandemic-response-frequently-asked-questions>, page consultée le 19 mai 2020.



**ANNEXE 1**

**Croissance des exportations mondiales et des exportations des PMA, et autres indicateurs du commerce des PMA, 2015-2019**

	2015	2016	2017	2018	2019
<b>Croissance des exportations mondiales (%)</b>					
Marchandises et services commerciaux	-11,3%	-2,0%	10,4%	9,6%	-1,2%
Marchandises	-13,1%	-3,1%	11,0%	9,7%	-2,2%
Services commerciaux	-4,9%	1,5%	8,7%	9,0%	2,0%
<b>Croissance des exportations des PMA (%)</b>					
Marchandises et services commerciaux	-19,4%	-3,3%	15,1%	10,2%	-1,6%
Marchandises	-21,7%	-3,5%	16,8%	9,4%	-3,1%
Services commerciaux	-5,8%	-2,2%	6,8%	14,6%	5,3%
<b>Valeur des exportations des PMA (milliards de \$EU)</b>					
Marchandises et services commerciaux	187,8	181,6	209,0	230,3	226,5
Marchandises	155,3	149,8	175,0	191,4	185,5
Services commerciaux	32,5	31,8	34,0	39,0	41,0
<b>Part des PMA dans les exportations mondiales (%)</b>					
Marchandises et services commerciaux	0,89%	0,88%	0,91%	0,92%	0,91%
Marchandises	0,96%	0,95%	1,00%	1,00%	0,99%
Services commerciaux	0,66%	0,64%	0,63%	0,66%	0,68%
<b>Balance commerciale des PMA (milliards de \$EU)</b>					
Marchandises et services commerciaux	-105,2	-94,2	-94,7	-96,9	-113,1
Marchandises	-68,0	-62,1	-61,8	-64,7	-87,4
Services commerciaux	-37,2	-32,1	-32,9	-32,3	-25,7

Source: Estimations OMC-CNUCED-ITC. Disponibles sur le portail de données de l'OMC (<http://data.wto.org/>).

Note: Les données sur le commerce des services commerciaux pour 2019 sont des estimations préliminaires fondées sur des statistiques trimestrielles.

**ANNEXE 2**  
**LES 5 PRINCIPAUX MARCHÉS D'EXPORTATION DE MARCHANDISES POUR**  
**LES PMA EN 2018, EN POURCENTAGE**

<b>PMA exportateur</b>	<b>Marché n°1</b>	<b>%</b>	<b>Marché n°2</b>	<b>%</b>	<b>Marché n°3</b>	<b>%</b>	<b>Marché n°4</b>	<b>%</b>	<b>Marché n°5</b>	<b>%</b>
<b>Afghanistan</b>	Inde	39,5	Pakistan	39	United Arab Emirates	8,8	États-Unis	2	Chine	1,7
<b>Angola</b>	Chine	57	Inde	12,3	États-Unis	6	Émirats arabes unis	3,5	Espagne	3,2
<b>Bangladesh</b>	Allemagne	15,1	États-Unis	13,8	Royaume-Uni	8,1	Espagne	7	France	6,8
<b>Bénin</b>	Inde	41	Émirats arabes unis	26	Corée, République de	5,9	Chine	5	République libanaise	4,1
<b>Bhoutan</b>	Inde	86,8	Italie	3	Allemagne	2,5	Royaume-Uni	2,2	France	1,1
<b>Burkina Faso</b>	Suisse	53,9	Inde	28,1	Chine	3,4	Espagne	3	Allemagne	2,4
<b>Burundi</b>	United Arab Emirates	51,9	Inde	6,8	États-Unis	6,4	Allemagne	6,3	Pakistan	6
<b>Cambodge</b>	États-Unis	19,2	Allemagne	10,1	Japon	8,1	Chine	6,9	Royaume-Uni	6,4
<b>Comores</b>	Inde	46,5	France	20,5	Turquie	6,5	Émirats arabes unis	5,4	Allemagne	4,4
<b>Djibouti</b>	Arabie saoudite, Royaume d'	44	Inde	13,8	Égypte	6,5	Nigéria	5,9	Royaume-Uni	5,8
<b>Érythrée</b>	Chine	61	Émirats arabes unis	27	Corée, République de	10,6	Italie	0,5	Égypte	0,4
<b>Éthiopie</b>	États-Unis	15,3	Chine	13,8	Arabie saoudite, Royaume d'	7,4	Allemagne	6,8	Pays-Bas	6,5
<b>Gambie</b>	Inde	41,5	Chine	17,5	Corée, République de	8,1	Sénégal	7,1	Belgique	4,5
<b>Guinée</b>	Émirats arabes unis	36,5	Chine	35,5	Inde	8,1	Espagne	2,7	Irlande	2,4
<b>Guinée-Bissau</b>	Inde	84	Chine	4,9	Côte d'Ivoire	2,5	Ghana	2	Corée, République de	1,6
<b>Haïti</b>	États-Unis	82,4	Canada	4	France	2	Mexico	1,8	Inde	1,1
<b>Îles Salomon</b>	Chine	67,5	Inde	8,6	Italie	6	Thaïlande	2,7	Autres pays d'Asie, non spécifiés ailleurs	2,2
<b>Kiribati</b>	Thaïlande	63	Mexique	15,3	Philippines	6,3	Japon	6,1	Corée, République de	2,7
<b>Lesotho</b>	États-Unis	33,2	Belgique	31,3	Afrique du Sud	22,3	Émirats arabes unis	4,3	Inde	3
<b>Liberia</b>	Inde	16,8	Suisse	15,6	Allemagne	9,1	Royaume-Uni	6,1	Chine	5,6
<b>Madagascar</b>	États-Unis	22,7	France	18,7	Allemagne	8,6	Japon	6,1	Chine	5,4
<b>Malawi</b>	Belgique	20,6	Allemagne	13,1	Fédération de Russie	7,1	Afrique du Sud	5,6	États-Unis	5,6
<b>Mali</b>	Émirats arabes unis	46,2	Suisse	41,2	Chine	3	Ouganda	1,8	Burkina Faso	1,2
<b>Mauritanie</b>	Chine	30,3	Espagne	13,1	Suisse	11,3	Japon	7,8	Côte d'Ivoire	5,8
<b>Mozambique</b>	Inde	17,7	Afrique du Sud	14,5	Chine	9,6	Italie	8,1	Allemagne	4
<b>Myanmar</b>	Chine	25,2	Thaïlande	20,3	Japon	8,6	Allemagne	7	Corée, Rép, de	3,5
<b>Népal</b>	Inde	58,7	États-Unis	12,3	Turquie	5	Allemagne	3,9	Royaume-Uni	3,2

<b>PMA exportateur</b>	<b>Marché n°1</b>	<b>%</b>	<b>Marché n°2</b>	<b>%</b>	<b>Marché n°3</b>	<b>%</b>	<b>Marché n°4</b>	<b>%</b>	<b>Marché n°5</b>	<b>%</b>
<b>Niger</b>	Émirats arabes unis	52,5	Chine	30,3	Burkina Faso	3	Mexique	2,2	Ghana	1,6
<b>Ouganda</b>	Émirats arabes unis	42	Kenya	16,2	Italie	5	Allemagne	4,3	Pays-Bas	3,2
<b>RDP lao</b>	Thaïlande	50,5	Chine	31,6	Japon	3	États-Unis	2,7	Allemagne	2
<b>République centrafricaine</b>	Chine	47	Inde	13,3	Émirats arabes unis	8,1	France	5	Belgique	3,5
<b>République démocratique du Congo</b>	Chine	51,2	Zambie	12,6	Émirats arabes unis	7,6	Corée, République de	5,8	Arabie saoudite, Royaume d'	4,6
<b>Rwanda</b>	Émirats arabes unis	65	États-Unis	7	Thaïlande	4,4	Pakistan	4,3	Chine	4
<b>Sao Tomé and Príncipe</b>	Pologne	20,1	Singapour	18,6	Belgique	16,2	France	12,6	Portugal	4,9
<b>Sénégal</b>	Inde	28,8	Suisse	16,8	Émirats arabes unis	5,5	Espagne	5,5	Côte d'Ivoire	4,5
<b>Sierra Leone</b>	Chine	24,1	Belgique	19,7	Romania	11,3	États-Unis	7,6	Allemagne	4,3
<b>Somalie</b>	Émirats arabes unis	30,3	Oman	29,2	Arabie saoudite, Royaume d'	15	Bulgarie	3,4	Chine	3,4
<b>Soudan</b>	Émirats arabes unis	26	Inde	20,2	Chine	15,8	Arabie saoudite, Royaume d'	13,3	Indonésie	5,6
<b>Soudan du Sud</b>	Chine	92,3	Inde	3,2	Émirats arabes unis	2,7	Pakistan	1,3	Ouganda	0,2
<b>Tanzanie</b>	Inde	28,8	Émirats arabes unis	9,3	Chine	8,6	Suisse	6,1	Ouganda	5,5
<b>Tchad</b>	Inde	35	États-Unis	27,6	Pays-Bas	19,6	Émirats arabes unis	7,6	Chine	5,1
<b>Timor-Leste</b>	Singapour	61,4	États-Unis	10,3	Canada	5,4	Indonésie	5	Chine	4
<b>Togo</b>	Angola	33,4	Inde	11	Bénin	10,6	Émirats arabes unis	9,1	Côte d'Ivoire	5,6
<b>Tuvalu</b>	Thaïlande	58	Philippines	18,8	Équateur	9,6	Japon	7,4	Nigéria	1,8
<b>Vanuatu</b>	Japon	38,4	Turquie	12,1	Chine	9	Thaïlande	8,8	Corée, Rép, de	7,5
<b>Yémen</b>	Chine	41,5	Arabie saoudite, Royaume d'	8,8	Inde	8,3	Oman	8,3	Émirats arabes unis	7,3
<b>Zambie</b>	Chine	47	Namibie	13,3	Inde	9,8	Émirats arabes unis	4,5	Afrique du Sud	3

Source: Base de données Comtrade de l'ONU.

Note: Les parts des 5 principaux marchés de destination sont fondées sur des statistiques miroirs concernant les importations pour l'année 2018.

**ANNEXE 3**  
**EXPORTATIONS DE SERVICES COMMERCIAUX DES PMA, PAR CATÉGORIE,**  
**EN 2019, EN MILLIONS DE \$EU ET EN POURCENTAGE**

	Services commerciaux	Services liés aux marchandises	Transports	Voyages	Autres services commerciaux
<b>Monde</b>	<b>6 025 413</b>	<b>4%</b>	<b>17%</b>	<b>24%</b>	<b>55%</b>
Pays les moins avancés	41 042	5%	26%	48%	20%
Afghanistan	598	0%	16%	32%	53%
Angola	558	0%	6%	87%	8%
Bangladesh	3 210	5%	20%	12%	64%
Bhoutan	117	0%	26%	68%	5%
Cambodge	6 022	0%	13%	82%	5%
Éthiopie	4 541	0%	78%	15%	6%
Guinée	132	0%	1%	10%	89%
Haïti	298	0%	0%	91%	9%
Kiribati (2018)	8	0%	29%	43%	29%
République démocratique populaire lao	1 101	0%	12%	81%	7%
Lesotho	27	0%	4%	79%	18%
Libéria	10	0%	28%	54%	17%
Madagascar (2018)	1 279	0%	45%	4%	51%
Mauritanie (2018)	113	0%	69%	24%	8%
Mozambique	866	28%	8%	37%	27%
Myanmar (2018)	4 458	0%	9%	44%	47%
Népal	1 560	0%	0%	93%	7%
Rwanda	703	0%	24%	58%	17%
Sao-Tomé-et-Principe	43	0%	28%	61%	11%
Îles Salomon	128	0%	30%	62%	8%
Soudan	1 354	0%	16%	78%	6%
Tanzanie	4 107	0%	4%	93%	3%
Gambie (2018)	197	0%	11%	65%	24%
Timor-Leste	76	0%	15%	80%	4%
Ouganda	1 631	0%	28%	32%	39%
Vanuatu (2018)	367	0%	4%	81%	15%
Yémen (2016)	309	0%	28%	32%	39%
Zambie	1 014	0%	4%	81%	15%

Source: Estimations OMC-CNUCED-ITC au 21 mai. Disponibles sur le portail de données de l'OMC (<http://data.wto.org/>).

Note: Estimations annuelles préliminaires fondées sur les statistiques trimestrielles pour 2019.